

## **Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, CGC, UNSA**

Lettre ouverte aux Ministres de Bercy

**Madame Christine Lagarde**

Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

**Monsieur Eric Woerth**

Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

Madame et Monsieur les Ministres,

Avec plus de 40 % de grévistes à Bercy et une inscription massive dans les manifestations interprofessionnelles organisées sur l'ensemble du territoire, le 19 mars dernier, les agents des finances ont confirmé, une fois de plus, leur volonté et leur détermination à imposer la prise en compte de leurs propositions et de leurs revendications.

Dès le 21 mars, les personnels de la DGCCRF ont donné un prolongement à cette mobilisation.

Ainsi, plus d'un millier d'entre eux ont manifesté à Paris, de Matignon à l'Elysée où aucun représentant de l'Etat n'a souhaité les recevoir.

Manifestement, Bercy s'installe dans la logique d'une conflictualité croissante.

Dans un tel contexte, nos fédérations syndicales réaffirment que la pratique de l'esquive ne saurait perdurer plus longtemps et que doivent s'engager sans délai les négociations et concertations indispensables à Bercy sur :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois (plus de 3 000 à Bercy au titre de la loi de finances 2009) et des licenciements des personnels non titulaires.
- L'abandon du démantèlement de la DGCCRF dans le cadre de la circulaire du Premier Ministre en date du 31 décembre 2008 portant sur l'organisation territoriale de l'Etat.
- Le retrait du projet de délocalisation des services constitutifs de la statistique publique.
- Le nécessaire développement des politiques, des missions et des services publics de Bercy afin d'en faire des outils orientant la relance économique vers l'emploi et le pouvoir d'achat qu'il s'agisse des politiques fiscales, financières, économiques, industrielles...
- La gestion pluriannuelle des emplois, des qualifications et la revalorisation des régimes indemnitaires.
- L'amélioration significative des droits et des garanties collectives des personnels, ce qui exige le retrait du projet de loi dit de la mobilité et des parcours professionnels dont l'objectif principal consiste à permettre le licenciement des fonctionnaires.

Ensemble, les fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, CGC, UNSA, exigent de vous rencontrer en lieu et place de la réunion du Comité Technique Paritaire Ministériel devant se tenir le 8 avril prochain.

A défaut, les fédérations syndicales ne siégeront pas à ce Comité Technique Paritaire Ministériel.

Vos réponses à la présente lettre ouverte seront portées à la connaissance des agents des finances qui, à l'appel de nos fédérations, sont et restent mobilisés.

Dans l'attente de vous lire,

Veillez agréer, Madame et Monsieur les Ministres, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Pour les Fédérations des Finances, les secrétaires généraux,  
C.Delecourt, L.Gathier, M. Monteil, D. Leroux, F. Bos, A. Leblanc, T. Petit

Paris, le 27 mars 2009